

Power Finance Corporation élabore actuellement des documents d'appels d'offres détaillés, avec l'aide de la Banque mondiale.

En outre, sur le plan pratique, le traitement officiel des projets prend plus longtemps qu'on ne l'avait espéré. Il y a toujours 18 autorisations distinctes à obtenir des deux paliers de gouvernement, et il faudra que le processus soit considérablement accéléré si l'on veut que les travaux de construction démarrent bientôt pour un nombre notable de projets privés. Les efforts se poursuivent pour restructurer la bureaucratie et rationaliser le processus d'approbation.

Par exemple, dans une décision qui témoigne peut-être d'un changement d'orientation plus général voulant que l'on mette plus l'accent sur des projets modestes (de moins de 100 mW) que sur des mégaprojets, l'approbation de la CEA ne sera plus nécessaire pour les projets de moins de 400 crores (environ 120 millions de \$ US), à condition que les contrats soient attribués sur la base d'appels d'offres concurrentiels.

Le problème le plus fondamental que pose la politique des PEI demeure la faiblesse financière des SEB et les doutes qui subsistent quant à la capacité de ces derniers à respecter leurs engagements d'AAE. Le gouvernement central, qui ne souhaite plus fournir d'autres contre-garanties, a proposé d'autres formes de protection des investisseurs, notamment l'octroi aux sociétés productrices de l'autorisation de vendre directement à la Powergrid Corporation, de distribuer l'électricité directement aux usagers industriels solvables, et de percevoir directement les revenus (ce qui reviendrait à choisir parmi les meilleurs clients des SEB), ou à établir divers types de comptes de garantie bloqués avec droit de priorité au sein desquels les SEB feraient des dépôts. La Banque mondiale est également disposée à fournir des garanties limitées aux investisseurs privés lorsque le SEB concerné entreprend des réformes adéquates.

Entre-temps, il est devenu évident que le risque qu'un nouveau gouvernement revoie les engagements pris par son prédécesseur ne se limite pas au Maharastra. Le nouveau gouvernement de l'Orissa a voulu renégocier le projet Ib Valley de AES Trans-power et a demandé à quatre autres promoteurs avec lesquels des protocoles d'entente avaient été signés de soumettre de nouvelles propositions pour faire baisser les tarifs d'électricité, à défaut de quoi il lancera des appels d'offres pour les projets concernés. Plusieurs autres États ont demandé à renégocier des AAE, même en ce qui concerne la plupart des projets à traitement « accéléré ». (On rapporte que Cogentrix aurait réduit de plus de 25 p. 100 le coût en capital de son projet de Mangalore.)